

du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005, relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles<sup>16</sup>; cette directive a été transposée en Belgique par une loi du 13 décembre 2007<sup>17</sup>, commentée dans la section “Législation” des présentes Actualités. Les principes demeurent toutefois les mêmes que sous l’empire de l’ancienne directive, puisque l’article 14 § 3 de la nouvelle directive 2005/36/CE prévoit également l’exception au libre choix du demandeur entre stage d’adaptation et épreuve d’aptitude pour les professions qui supposent la connaissance et l’application de la réglementation nationale spécifique en vigueur.

Benoît Kohl  
Maître de Conférences à la Faculté de droit de ULg  
Avocat (Stibbe)

---

### HOF VAN JUSTITIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN 17 APRIL 2008

---

**Vastgoedmakelaars – Vrije dienstverlening – Make-  
laarsactiviteiten in België door een buitenlandse vast-  
goedmakelaar – Erkenning van diploma’s**

*Zaak C-197/06, van Leuken*

De richtlijn 89/48 betreffende een algemeen stelsel van erkenning van hogeronderwijsdiploma’s waarmee beroepsopleidingen van ten minste drie jaar worden afgesloten, bepaalt dat de ontvangende lidstaat die compenserende maatregelen oplegt, de aanvrager in beginsel de keuze moet laten tussen een aanpassingsstage en een proeve van bekwaamheid, behalve voor beroepen, “voor de uitoefening waarvan een precieze kennis van het nationaal recht vereist is en waarvoor het verstrekken van adviezen en/of verlenen van bijstand op het gebied van het nationaal recht een wezenlijk en vast onderdeel van de uitoefening van de beroepsactiviteit is”, waarvoor de ontvangende lidstaat evenwel in afwijking van dit beginsel ofwel een aanpassingsstage, ofwel een proeve van bekwaamheid kan voorschrijven. In zijn arrest van 17 april 2008 is het Hof van oordeel dat het beroep van vastgoedmakelaar in België niet valt onder het toepassingsgebied van deze exceptie. Het B.I.V. mag bijgevolg niet opleggen dat een vastgoedmakelaar de toestemming nodig heeft om het beroep in België te verrichten, en daarvoor met succes een juridische bekwaamheidsproef dient af te leggen.

Hierbij dient opgemerkt dat de richtlijn 89/48/EEG inmiddels werd vervangen door de richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005

<sup>16</sup>. J.O. L. 19/16 du 24 janvier 1989.

<sup>17</sup>. M.B. 2 avril 2008.

betreffende de erkenning van beroepskwalificaties; aan deze richtlijn is in België uitvoering gegeven door een wet van 13 december 2007, die becommentarieerd is in de afdeling “Wetgeving” van deze Actualiteiten. De principes blijven echter dezelfde als bij de vroegere richtlijn, nu artikel 14 § 3 van de nieuwe richtlijn 2005/36/CE eveneens bepaalt dat de aanvrager de vrije keuze moet hebben tussen en aanpassingsstage en een proeve van bekwaamheid voor de beroepen waarvan de kennis en de toepassing van de specifieke van kracht zijnde nationale reglementering vereist is.

Benoît Kohl  
Lector aan de Faculteit Rechtsgeleerdheid van de ULg  
Advocaat (Stibbe)

---

### COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 17 AVRIL 2008

---

**Vente et garantie des biens de consommation – Défaut du  
bien vendu – Réparation ou remplacement – Indemnité  
due au vendeur pour prendre en compte l’usage du bien  
non conforme jusqu’à son remplacement – Incompatible  
avec la directive 1999/44**

*Aff. C-404/06, Quelle*

L’arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes (“C.J.C.E.”) dans l’affaire *Quelle*<sup>18</sup> concerne l’interprétation de la directive 1999/44 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation<sup>19</sup>, et plus particulièrement son article 3 paragraphe 3. Celui-ci prévoit en substance qu’en cas de défaut du bien de consommation délivré par le vendeur, le consommateur a le droit d’en exiger la réparation ou le remplacement, dans les deux cas “sans frais”, sauf si cela s’avère impossible ou disproportionné.

Cette directive a été transposée en Allemagne à travers la modification de plusieurs articles du Code civil allemand, le Bürgerliches Gesetzbuch (“BGB”). Toutefois, les dispositions combinées des articles 100, 346 et 439 du BGB permettent au vendeur, qui accepte de remplacer un bien défectueux, d’obtenir du consommateur le paiement d’une indemnité qui vise à compenser les avantages que celui-ci a tiré du bien défectueux entre le moment de sa livraison et celui de son remplacement.

<sup>18</sup>. C.J.C.E. 17 avril 2008, C-404/06, *Quelle/Bundesverband*, non encore publié au *Recueil*. Disponible sur le site de la Cour de justice <http://curia.europa.eu>.

<sup>19</sup>. Directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999, sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation, *J.O. L.* 171 du 7 juillet 1999, p. 12. Cette directive a été (tardivement) transposée en droit belge par la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2004 relative à la protection des consommateurs en cas de vente de biens de consommation, *Mon. b.* 21 septembre 2004, p. 68.384.

C'est dans ce contexte juridique qu'une juridiction allemande a décidé de poser une question préjudicielle à la C.J.C.E., sur base de l'article 234 du Traité CE, afin que celle-ci fournisse une interprétation de la directive 1999/44. Celle-ci était en effet saisie du litige entre une association de consommateur (le Bundesverband) et un vendeur (la société Quelle) au sujet du remboursement d'une indemnité, telle que décrite ci-dessus, de € 69,97, versée par un consommateur suite au remplacement par Quelle d'un ensemble de cuisson défectueux. Après diverses péripéties judiciaires sur lesquelles il n'est pas nécessaire de s'étendre<sup>20</sup>, la Cour fédérale de Justice finalement saisie de l'affaire a donc décidé de demander à la C.J.C.E. si l'article 3 de la directive doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à une réglementation nationale qui permet au vendeur, dans l'hypothèse où il a vendu un bien de consommation affecté d'un défaut de conformité, d'exiger du consommateur une indemnité pour l'usage du bien non conforme jusqu'à son remplacement par un nouveau bien.

Dans le cadre de la procédure devant la C.J.C.E., la société Quelle soulève tout d'abord une exception d'irrecevabilité de la question préjudicielle. Celle-ci prétend en effet que la réponse de la Cour de justice n'est d'aucune utilité dans le cadre du litige puisque, d'une part, la loi allemande de transposition ne laisse aucun doute sur le fait que l'indemnité peut en effet être exigée et que, d'autre part, la Constitution allemande interdit aux juridictions nationales de statuer *contra legem*. La Cour va soigneusement éviter de contrecarrer frontalement cette argumentation<sup>21</sup>, mais va plutôt insister sur la répartition des tâches existant entre le juge national et le juge européen dans le cadre de la procédure prévue à l'article 234 du Traité CE. En effet, dans le cadre d'une procédure en question préjudicielle, il n'appartient pas à la C.J.C.E. de trancher le fond du litige mais simplement d'apporter une interprétation du droit communautaire, utile au juge national, qui devra ensuite "assumer la responsabilité de la décision juridictionnelle à intervenir"<sup>22</sup>. Dès lors, la Cour est tenue, sauf très rares exceptions<sup>23</sup>, de fournir une réponse au juge national, quand bien même il existe une incertitude quant à la possibilité pour celui-ci de l'utiliser.

Au fond ensuite, trois lignes d'argumentation sont soulevées par le gouvernement allemand pour justifier les règles du BGB précitées.

Tout d'abord, celui-ci tire argument (i) du fait que, dans les

20. Le lecteur curieux se reportera aux conclusions de l'avocat général Verica sous l'affaire *Quelle* précitée, aux points 19 à 24, qui résument par le menu l'ensemble de la procédure nationale.

21. En effet, en toute hypothèse, le principe de primauté du droit communautaire impose d'abroger une règle nationale contraire au droit communautaire, même de nature constitutionnelle, et, dans l'intervalle, impose au juge national de la laisser inappliquée. C.J.C.E. 24 mars 1988, n° 104/86, *Commission/Italie, Rec.*, p. 1799.

22. Arrêt *Quelle, précité*, point 19.

23. Utilement rappelées par la Cour au point 20 de son arrêt *Quelle, précité*.

diverses propositions de directive<sup>24</sup> précédant le texte définitif, n'étaient visés que la réparation du bien sans frais ou le remplacement dudit bien sans se prononcer dans ce second cas sur la question des frais, et (ii) de certaines déclarations du Conseil concernant l'interprétation restrictive à donner à la notion de "frais" contenue dans l'article 3 de la directive. La Cour va rejeter cette argumentation en se fondant sur une jurisprudence bien établie<sup>25</sup>. Elle rappelle ainsi que, d'une part, "c'est bien l'expression 'dans les deux cas sans frais', apparue dans la position commune (CE) n° 51/98, arrêtée par le Conseil le 24 septembre 1998, en vue de l'adoption de la directive (*J.O. C. 333*, p. 46), qui a été retenue dans le texte définitif" et que, d'autre part, la "déclaration inscrite à un procès-verbal du Conseil [qui] ne trouve aucune expression dans le texte d'une disposition de droit dérivé (...) ne saurait être retenue pour l'interprétation de ladite disposition"<sup>26</sup>. Cette interprétation est d'ailleurs, selon la Cour, corroborée par la volonté du législateur communautaire et par la finalité générale de la directive qui visent toutes deux à garantir un haut niveau de protection au consommateur<sup>27</sup>.

Ensuite, le gouvernement allemand prend également argument du quinzième considérant de la directive. Ce considérant énonce en effet que "les États membres peuvent prévoir que tout remboursement au consommateur peut être réduit pour tenir compte de l'usage que le consommateur a eu du bien depuis que celui-ci lui a été livré; que les modalités de résolution du contrat peuvent être fixées par le droit national". La Cour va le repousser. À la lecture de ce considérant, il ressort en effet qu'il ne vise que l'hypothèse de la résolution du contrat et non pas de la demande de remplacement du bien. Dès lors, il ne concerne que "l'hypothèse visée par le quinzième considérant [et] se limite au cas de la résolution du contrat, prévu à l'article 3 paragraphe 5 de la directive"<sup>28</sup> et non pas au cas prévu en son article 3 paragraphe 3.

Enfin, l'Allemagne soulève un argument tenant à l'enrichissement sans cause qui découlerait pour le consommateur d'une possibilité de remplacement du bien sans la moindre indemnité pour le vendeur pour l'usage fait dudit bien. Il ne manque pas de pertinence puisque la C.J.C.E., dans le cadre du contentieux du remboursement de taxes nationales jugées contraires au droit communautaire, s'est montrée très réceptive à cette argumentation<sup>29</sup>. La Cour va toutefois le rejeter

24. Proposition de directive 96/C 307/09 du Parlement européen et du Conseil sur la vente et les garanties des biens de consommation, *J.O. 1996*, C. 307, p. 8 et proposition modifiée de directive 98/C 148/11 du Parlement européen et du Conseil, *J.O. 1998*, C. 148, p. 12.

25. C.J.C.E. 26 février 1991, C-292/89, *Antonissen, Rec.*, p. I-745, point 18 et C.J.C.E. 10 janvier 2006, C-402/03, *Skov et Bilka, Rec.*, p. I-199, point 42.

26. Arrêt *Quelle, précité*, point 32.

27. Arrêt *Quelle, précité*, points 35 et 36.

28. Arrêt *Quelle, précité*, point 39.

29. Voy. notamment, C.J.C.E. 14 janvier 1997, aff. jointes C-192/95 à C-218/95, *Société Comateb et al., Rec.*, p. I-165 et C.J.C.E. 2 octobre 2003, C-147/01, *Weber's Wine World, Rec.*, I, p. I-11365. Pour un commentaire critique, F. BERROD et N. NOTARO, "L'arrêt Comateb: chronique d'un appauvrissement sans cause", *Rev. trim. dr. europ.* 1998, pp. 143 et s.

en soulignant que, dans l'hypothèse en cause, le consommateur, qui a pour sa part correctement exécuté ses obligations contractuelles, "ne fait que recevoir, avec retard, un bien conforme aux stipulations du contrat, tel qu'il aurait dû le recevoir dès l'origine" et qu'il n'y a dès lors aucun enrichissement de sa part<sup>30</sup>. La Cour souligne également, pour le surplus, que les intérêts financiers du vendeur sont protégés "d'une part, par le délai de prescription de deux ans prévu à l'article 5 paragraphe 1 de la directive et, d'autre part, par la possibilité qui lui est ouverte à l'article 3 paragraphe 3, deuxième alinéa de la directive de refuser le remplacement du bien dans le cas où ce mode de dédommagement s'avère disproportionné en tant qu'il lui impose des coûts déraisonnables"<sup>31</sup>.

La Cour conclut donc en toute logique que "l'article 3 de la directive doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à une réglementation nationale qui permet au vendeur, dans l'hypothèse où il a vendu un bien de consommation affecté d'un défaut de conformité, d'exiger du consommateur une indemnité pour l'usage du bien non conforme jusqu'à son remplacement par un nouveau bien"<sup>32</sup>.

Alexandre Defossez

Assistant à la Faculté de droit de l'ULg (www.ieje.net)

---

## HOF VAN JUSTITIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN 17 APRIL 2008

---

**Verkoop van en garanties voor consumptiegoederen – Gebrek van de verkochte goederen – Herstelling of vervanging – De aan de verkoper verschuldigde vergoeding voortvloeiend uit het gebruik van het niet-conforme goed tot aan de vervanging ervan – Onverenigbaar met de richtlijn 1999/44**

*Zaak C-404/06, Quelle*

In zijn arrest *Quelle* diende het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen zich uit te spreken over de interpretatie van artikel 3 § 3 van richtlijn 1999/44 betreffende bepaalde aspecten van de verkoop van en de garanties voor consumptiegoederen. De vraag ging uit van een Duits rechtscollège aan wie een geschil was voorgelegd tussen een consumentenvereniging en een verkoper betreffende een door deze laatste aan de consument geëiste vergoeding. De Duitse wet staat inderdaad toe dat een verkoper die niet-conforme consumptiegoederen vervangt, een vergoeding mag eisen ter compensatie van de voordelen die de consument uit het gebruik van het niet-conforme goederen tussen de aflevering ervan tot aan de vervanging ervan heeft gehaald. In

<sup>30</sup>. Arrêt *Quelle*, précité, point 41.

<sup>31</sup>. Arrêt *Quelle*, précité, point 42.

<sup>32</sup>. Arrêt *Quelle*, précité, point 44.

voornoemde richtlijn wordt in artikel 3 § 3 bepaald dat een dergelijke vervanging "kosteloos" dient te gebeuren. Het Hof van Justitie oordeelt *in fine* dat de richtlijn een dergelijke vergoeding verbiedt.

Het Hof heeft immers, na staving van de ontvankelijkheid van de prejudiciële vraag, de argumenten waarmee Duitsland zijn wet had gerechtvaardigd, een voor een ontkracht. Zo is het Hof overgegaan tot afwijzing van (i) de inroeping tijdens de prelegislatieve fase van de verschillende ontwerp-teksten van de richtlijn 1999/44 alsook de verklaringen van de Raad van de Europese Unie op grond dat de definitieve tekst van de richtlijn deze verschillende discussies niet weerspiegelt en dat deze beoogt de consument van een hoog niveau van bescherming te verzekeren, (ii) de inroeping van de vijftiende overweging van de richtlijn waardoor volgens Duitsland een dergelijke vergoeding toegestaan is, op grond dat deze overweging enkel de ontbinding van de overeenkomst betreft en niet de vervanging van de goederen, en (iii) de inroeping van het risico op ongerechtvaardigde verrijking van de consument voortvloeiend uit de niet-vergoeding van de verkoper, op grond dat de verkoper, als hij de goederen vervangt, de consument niet verrijkt maar enkel zijn deel van de overeenkomst nakomt en dat de financiële belangen van de verkoper namelijk door de artikelen 3 § 3, lid 2 en 5 § 1 van de richtlijn beschermd worden.

Alexandre Defossez

Assistent aan de Faculteit Rechtsgeleerdheid van de ULg (www.ieje.net)

---

## MEDEDINGING/CONCURRENCE

---

### ACTUALITEIT MEDEDINGING (1 JANUARI – 31 MAART 2008)

• **BELGIË – AUDITORAAT EN RAAD VOOR DE MEDEDINGING**  
*Beslissing nr. 2008-I/O-04 van 25 januari 2008 – Vlaamse Federatie van Verenigingen van Brood- en Banketbakers, Ijsbereiders en Chocoladebewerkers*

De Raad heeft aan VEBIC, de vereniging van de zes provinciale beroepsverenigingen van bakkers van het Vlaamse Gewest, een geldboete van 29.121 EUR opgelegd wegens schending van artikel 2 van de Belgische mededingingswet (WBEM). In de periode van 1 juli 2004 (datum van de liberalisering van de broodprijs) tot 8 juni 2007 (datum van stopzetting van de inbreuk door VEBIC) had de economische commissie van VEBIC een kostenschema en een broodprijs-index ontwikkeld: hierbij werden verschillende kostenrubrieken vastgesteld, werden de leden op regelmatige wijze geïnformeerd over de gemiddelde procentuele stijging van de kosten en werden de gemiddelde stijging van de verschil-